



Conseil d'Administration de l'AEFE

26 novembre 2019

Déclaration liminaire de la FSU

Madame la Présidente, monsieur le Directeur, mesdames et messieurs les membres du Conseil d'administration

C'est dans un contexte de **brutalité sociale** que s'ouvre ce Conseil d'administration. La suite de reculs sociaux importants imposés par le gouvernement fait déjà de graves dégâts dans une société qui pourtant souffre, et où les inégalités se creusent toujours plus. **C'est dans ce contexte que les syndicats de la FSU, en intersyndicale, appellent à la grève le 5 décembre, contre la réforme des retraites.**

Les appels à l'aide, parfois d'urgence, restent sans réponse de nos dirigeants qui déroulent inlassablement des réformes qui aggravent encore les situations.

Pour ne parler que de l'**éducation**, la rentrée a été marquée par des actes de violence sans précédent touchant des élèves, des enseignants, et l'ensemble de la communauté éducative. Comme pour d'autres catégories d'emplois, les chiffres et les données communiqués par le Ministère de l'Education nationale lors d'un CHS CT ministériel extraordinaire consacré au suicide de notre collègue Christine Renon, sont alarmants. **La souffrance au travail ne doit pas, ne peut plus être tue.**

Il faut bien sûr répondre à cette souffrance au cœur de notre société, en faisant barrage aux inégalités, à la détresse et à tout type de discours d'exclusion. Mais il faut aussi cesser de détruire petit à petit ce qui crée le lien, ce qui, dans l'éducation par exemple, permet l'accès à tous, avec les mêmes chances. Notre société est fortement inégalitaire et son système éducatif est en panne. Là où le dialogue et l'écoute pourraient rendre la société meilleure, l'époque est aux privilèges de quelques-uns, et **la brutalité sociale des réponses à l'opposé de la nécessité.**

Concernant l'**Agence**, nous sommes intervenus sur le « dialogue social à la peine » au précédent Conseil d'administration. Pour nous, la situation s'est encore dégradée depuis. **Les personnels sont méprisés, leurs revendications niées ou ignorées**, ils sont aussi régulièrement attaqués, pointés du doigt, comme le montrent d'ailleurs certaines des questions posées lors de cette instance, qui sortent à notre avis du cadre du Conseil d'administration. **Oui le syndicalisme de lutte et combatif, de la FSU, s'oppose à tout projet rétrograde, à la précarisation et à la dégradation de la qualité des missions de service public.** Mais toujours nous débattons, proposons, argumentons, cela fait partie de nos fonctions. C'est notre devoir de représentants de tous les personnels. Cette attitude de ne pas répondre aux préoccupations des personnels et aux interpellations de leurs représentants n'est donc pas acceptable. Elle est dangereuse aussi car viendra très vite le moment où tout échange sera rompu, où toute implication sera remise en cause. Cette attitude ne doit pas être une posture qui s'éternise, encore moins une méthode de travail.